

L'économie verte : une opportunité pour l'emploi des jeunes

Par Sara Bentefrit, Molly Mamaril et Joël Ruet, groupe de travail¹ issu de la 4^{ème} rencontre internationale du Forum des Jeunes à Dakhla

Dans un contexte de défis environnementaux globaux, prendre des mesures en faveur d'une économie verte peut permettre de créer plus d'opportunités d'emploi pour la jeunesse. Outre les propositions des experts, les débats démocratiques impulsés par les jeunes eux-mêmes peuvent fournir des idées riches et nouvelles, basées sur les nombreux projets de développement durable réussis.

Sur la base de ces éléments préliminaires, nous émettons les recommandations suivantes, que nous souhaitons voir débattues par la jeunesse du monde et, nous l'espérons, incluses dans les travaux préliminaires du comité d'organisation de la COP22.

Nous souhaitons mettre en exergue trois types de mesures à prendre :

- 1) **La Co-innovation Sud-Sud et Sud-Nord doit être encouragée.** La nécessité de mettre à profit le savoir collectif et la créativité de la jeunesse pour faire croître l'économie verte n'est plus à prouver. Une implication équilibrée des pays du Nord et du Sud dans les efforts pour l'adaptation et l'atténuation comme réponse au changement climatique est aussi nécessaire. La co-innovation Nord-Sud est en ce sens un enjeu crucial. Nous devons prêter attention à la façon dont la technologie et le savoir peuvent s'articuler au niveau local pour créer de nouveaux savoir-faire pour renforcer les capacités d'adaptation. Nous devons être imaginatifs collectivement pour créer de nouvelles méthodes afin de faire face aux défis globaux, environnementaux, économiques et sociaux.
- 2) **L'acquisition de compétences et la formation des jeunes doivent être soutenues.** La formation et le développement de compétences des jeunes dans les domaines des sciences, technologie, ingénierie et mathématiques peut être le point de départ de la participation de la jeunesse à une économie verte. Cela requiert l'implication des pays développés pour s'assurer du transfert des ressources et des savoir-faire vers les pays en voie de développement. La formation des jeunes accroîtra le capital humain, et donc la possibilité d'implémenter des projets techniques

- 3) **L'adoption d'un modèle économique écologique est une urgence.** Nous pensons que les pays doivent adopter un modèle économique écologique. Le modèle économique actuel ne prend pas en compte l'exploitation excessive des ressources naturelles, source de procédés non durables adoptés par les entreprises. Un nouveau modèle doit exiger notamment que tous les nouveaux projets de développement prennent en compte leur impact environnemental et cherchent des moyens d'atténuer leurs émissions de gaz à effet de serre, ainsi que de réduire les déchets. Par exemple, les entreprises doivent réexaminer ce avec quoi sont fabriqués leurs produits (matériaux), de quelle manière (procédés et émissions) et comment ils atteignent le consommateur (transport). Il faudra donc une analyse approfondie des cycles de vie pour comprendre pleinement l'impact socio-environnemental d'une entreprise ou d'un projet, et ce de manière pro-active et sans attendre la réglementation.

Nous poussons également pour trois changements de paradigmes :

- 1) **Chercher des financements durables.** Notre groupe de travail a pleinement conscience que les initiateurs de projets verts ont souvent des difficultés à obtenir des financements de la part des banques. C'est pourquoi il est crucial de trouver des mécanismes de financement durable afin d'assurer l'implémentation des projets de développement durable. Cela inclut le fait d'informer les banques et les investisseurs à propos des avantages du développement durable sur le long terme et de l'importance du retour sur investissement. Ce retour peut être envisagé d'un point de vue financier, mais les bénéfices se manifestent avant tout sous la forme de l'impact social, économique et environnemental.
- 2) **L'élaboration des politiques publiques.** En ce qui concerne la discussion au niveau international, nous pensons que les politiques de développement durable doivent rester globales pour s'assurer qu'elles restent inclusives et donc adaptables aux spécificités de chaque pays et chaque secteur. Cela garantit par la suite que les politiques élaborées aux niveaux national et local soient alignées aux autres niveaux de politiques publiques.
- 3) **Partager le savoir local et communautaire.** Nous recommandons à la jeunesse de se mettre en relations avec des membres de leurs communautés qui détiennent de l'expérience pour vivre et faire vivre leurs familles à partir de ressources limitées. Pour beaucoup de jeunes, cela signifie se tourner vers leurs parents, et les générations précédentes. Partager le savoir local et communautaire est important pour rassembler des informations sur des lieux, des pratiques, des cultures et des valeurs. Ces expériences, souvent sous la forme de savoir écologique traditionnel, établissent les bases permettant aux jeunes de s'imprégner de la sagesse collective d'un lieu et de l'adapter à l'époque moderne pour faire face aux défis du développement durable de manière plus efficace.

Finalement, à travers les nombreuses idées partagées pendant notre atelier, nous sommes persuadés qu'il faut comprendre que les leçons apprises et les réussites qui sont valables à un certain endroit ne sont pas forcément applicables partout. Des politiques et initiatives fructueuses peuvent être adaptées – et donc adoptées- afin de répondre aux besoins spécifiques d'une communauté ou d'un pays. Il n'y a pas de solution unique mais une grande variété d'opportunités dans un monde lui-même riche dans sa diversité.

¹ Basé sur la 4^{ème} rencontre internationale du Forum Des Jeunes qui a eu lieu du 11 au 14 juillet 2016 sous Cette tribune rassemble les conclusions du débat de la session de travail numéro 2 sur « L'Economie Verte, une opportunité pour l'emploi des jeunes ». Les contributeurs de cette session de travail venaient d'Afrique (Burkina Faso, République Démocratique du Congo, Maroc, Sénégal...), Europe (France, Portugal), Etats-Unis (Hawaii) et d'autres parties du monde telles que St. Andrew, la Grenade, et incluent Mohammed Allal, Soumaya Belkassah, Bernardo Braneo Goncalves, Katrina Bustillos, David Cho, Barbara Dias, Bernardo Braneo Goncalves, Corie John, Christopher Kamiza Samende, Yasmina Khayat, Salma Sabour, Binta Sene, Cyrene Spilspury Willials, Seydouba Sylla, Vaciley Mendes Spires, Marcellin Zoungrana. Les auteurs souhaitent également remercier Driss Guerraoui et Alain Juillet pour leur stimulant discours d'ouverture.